

veuve de M. Humphrey, M^{me} Margaret Kunstler, et de lui exprimer toute ma sympathie.

Nous avons tous douloureusement pris conscience du lien direct qui unit la paix et la sécurité au respect des droits de la personne, et plus que jamais, l'ONU a besoin d'instruments crédibles pour réagir aux violations des droits de la personne à travers le monde. La nomination de M. José Ayala-Lasso au poste de haut commissaire pour les droits de l'homme, et dont je salue la présence parmi nous aujourd'hui, représente un progrès historique en ce sens. Au cours de cette semaine, le premier ministre, le très honorable Jean Chrétien, et moi-même avons eu l'occasion de nous entretenir avec le haut commissaire et de lui réitérer l'appui du Canada. Nous lui avons exprimé la nécessité de renforcer le rôle primordial de l'ensemble du système des droits de la personne de l'ONU dans l'alerte rapide et la prévention.

Les mécanismes de protection des droits de la personne, y compris la Commission des droits de l'homme, ses rapporteurs spéciaux, ses groupes de travail, et les comités de surveillance de l'application des traités relatifs aux droits de la personne produisent régulièrement une mine d'analyses et de renseignements pertinents qui peuvent nous aider à repérer les premiers signes d'un conflit possible et à réagir en conséquence. Nous nous devons d'assurer un lien approprié entre les travaux du haut commissaire et ceux du Conseil de sécurité.

Monsieur Ayala-Lasso, je tiens à vous assurer de l'appui indéfectible du Canada dans vos efforts de promotion et de protection des droits de la personne. Ceux-ci sont pertinents à l'ensemble des activités des Nations Unies, autant le maintien de la paix, la sécurité et la diplomatie préventive que l'aide humanitaire et le développement.

Action régionale

Lorsque nous parlons de réforme de l'ONU, nous devons aussi envisager des moyens de renforcer le rôle des organisations régionales dans la prévention et le règlement des conflits. Par exemple, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'OSCE, qui a succédé à la CSCE [Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe], a mis au point un certain nombre d'instruments et de mécanismes novateurs pour s'attaquer à la racine même des conflits, pour assurer la sécurité grâce à la transparence au plan militaire et à des mesures suscitant la confiance ainsi que pour promouvoir les droits de la personne et la démocratie en Europe. Le Canada poursuivra son travail en vue d'améliorer l'OSCE et d'en faire un complément régional des efforts globaux de l'ONU pour sauvegarder la paix et la sécurité.